

VIVRE(S) EN SQUAT



QU'EST-CE QUE L'ATELIER?

Afin de remplir au mieux sa mission de veille, d'accueil et d'orientation, le Samusocial de Paris a ouvert un espace d'échanges et de réflexion : l'atelier du Samusocial de Paris. Au rythme de rencontres thématiques trimestrielles, l'atelier propose aux différents acteurs de la lutte contre la grande exclusion de réfléchir sur les pratiques et représentations, savoirs et savoir-faire. La revue de l'atelier offre une trace écrite et un prolongement de ces rencontres.

SOMMAIRE

LIEUX DE VIE	03
DOSSIER	
<i>HANGAR 56</i>	04
<i>LES SQUATS AU COEUR DES POLITIQUES PUBLIQUES</i>	08
<i>TRAVAILLER SUR DES SORTIES DE SQUAT</i>	10
<i>UNE EXPÉRIENCE DE RÉHABILITATION</i>	10
<i>LA MISSION SQUATS DE MÉDECINS DU MONDE</i>	11
<i>SQUAT D'EXCEPTION À DEUX PAS DE LA TOUR EIFFEL</i>	13
TÉMOIGNAGES	
<i>SPEEDY</i>	15
<i>MADAME D.</i>	18
<i>DU SQUAT AU LOGEMENT</i>	19
ENTRETIENS	
<i>L'EXPÉRIENCE DE LA PETITE ROCKETTE</i>	20
<i>LES SQUATS DE FUMEURS DE CRACK</i>	24
<i>L'AVENTURE TOULOUSAIN</i>	26

REMERCIEMENTS

Nous remercions vivement Thomas Aguilera, Pauline Carriot, Marie-Louise Mouket, Roberto Bianco-Levrin et Yaëlle Dauriol pour leur présence lors de la table-ronde qui s'est tenue le 4 mars 2015 à la Maison des Métallos, ainsi qu'Éléonore Banderly, Me D., Mr K., Speedy, Delphine Terlizzi, et toute l'équipe de la Boutique B18 pour leur participation à la revue.

LIEUX DE VIE

LES SQUATS SONT DES LIEUX DE VIE D'UNE GRANDE DIVERSITÉ : ESPACES DE CRÉATIVITÉ HYBRIDES MÉLANT ACTIVITÉS CULTURELLES ET ARTISTIQUES, SQUATS D'ANARCHISTES AUTONOMES, SQUATS DE SURVIE, PARFOIS DANS DE PETITS APPARTEMENTS ISOLÉS. CES DISTINCTIONS ONT UNE PERTINENCE POUR AUTANT QU'ON ÉVITE DE LES CONSIDÉRER COMME UN CADRE RIGIDE. LA PLUPART DES SQUATS SONT AVANT TOUT DES LIEUX OÙ SE CÔTOIENT DES POPULATIONS TRÈS HÉTÉROGÈNES, DES LIEUX OÙ S'ORGANISE UNE AUTRE FORME DE VIE, EN RÉPONSE AUX PROBLÈMES DE MAL-LOGEMENT, DES ALTERNATIVES QUI PERMETTENT AUX INDIVIDUS DE S'ORGANISER DE MANIÈRE AUTONOME. ESPACE REFUGE ET D'ÉMANCIPATION, LIEUX DE VULNÉRABILITÉ ET DE RÉSISTANCE, LES SQUATS ACCUEILLENENT DES PERSONNES AUX TRAJECTOIRES TRÈS VARIÉES, QUI EN FONT DIFFÉRENTS USAGES.



HANGAR 56

ANCIEN ENTREPÔT DE TISSUS À L'ABANDON, LE HANGAR 56 AURA ÉTÉ, PENDANT UN PEU PLUS D'UN AN, UNE STRUCTURE D'ENTRAIDE PAR LA REDISTRIBUTION AINSI QU'UN LIEU ALTERNATIF TRÈS VIVANT DU QUARTIER PARMENTIER.

Reportage photo : Hangar 56

Cinéma, slam, portes ouvertes, expositions, rencontres théâtrales, danse, light painting,

repas poétiques, ateliers pour les enfants : des rendez-vous réguliers et gratuits ont accueilli jusqu'à récemment environ 1000 personnes par semaine. Au terme d'une longue procédure engagée par le propriétaire des lieux, le Hangar 56 s'est engagé à quitter les lieux au 15 mars 2015.

Tout habitant de squat sait son espace de vie temporaire et précaire, car même lorsqu'un accord a été conclu avec le propriétaire, des plaintes de voisins peuvent toujours déclencher une expulsion intempestive. Ces expulsions se font parfois de manière brutale, dans l'heure, sans laisser aux résidents et aux artistes la possibilité de prendre leurs affaires et leurs œuvres. Au Hangar 56, la transition se fait dans la douceur : depuis un mois, l'espace se vide progressivement, les artistes passent récupérer leurs œuvres, chacun se réoriente sur des lieux différents selon son type d'activité, et ceux qui dorment ici cherchent de nouveaux squats. Le départ creusera sans doute un grand vide dans le voisinage, car ces lieux de vie alternatifs ne squattent pas seulement des bâtiments mais aussi des quartiers. Manu et Yaëlle racontent ainsi une soirée mémorable partagée avec une voisine âgée dans un squat du 16^{ème} arrondissement. Très isolée, la vieille dame avait surgi au milieu d'un dîner, racontant sa vie pendant des heures à une assemblée attentive et captivée. Au moment de partir, elle



avait souhaité remercier ses hôtes pour ce joyeux dîner en participant aux frais, mais l'ensemble de la tablée avait refusé son argent. L'im-

portant, pour un squatteur, est le plaisir du partage. Outre sa valeur festive, le squat peut aussi avoir une fonction d'apaisement dans des zones sensibles. Un squat ouvert à Romainville a ainsi permis d'éloigner naturellement les dealers qui avaient pris leurs marques tout autour, et les voisins d'abord inquiets ont finalement su trouver dans ce lieu une ressource d'entraide mutuelle.

Au Rez-de-chaussée, la grande pièce en forme de U forme l'espace public, utilisée par les squatteurs, par le public qui vient assister aux soirées, mais aussi par des associations locales. Des parents d'élèves du quartier ont ainsi pu se réunir occasionnellement dans cet espace convivial polyvalent, salle d'exposition, scène, lieu d'échanges et de réflexions. Les rencontres se font autour du bar, seul point d'échange marchand de ce lieu où tout est partage.

Tous les recoins de cette vaste pièce méandreuse sont habités par des œuvres d'art : peinture, sculpture, photos, murs de tag. Dans un angle, est installée une grande friperie où l'on peut déposer et prendre des vêtements pour 1 euro.

Derrière le bar, un large escalier en bois permet d'accéder à l'étage supérieur. C'est la limite indiquée aux explorations du public.



EM- BOÎTE- MENTS

Le 1^{er} étage est un emboîtement d'espaces ouverts et distincts, une imbrication de singularités qui cohabitent les unes avec les autres. Des ateliers d'artistes sur une grande moitié de l'étage, quelques chambres derrière des portes closes, et au cœur de la pièce un espace chaleureux, abrité par des rangées de tables et des fils à linge sur lesquels on peut trouver la presse associative anarchiste et libertaire, bouquins, piles de tracts, communiqués de presse : une grande fenêtre de papier pour s'ouvrir sur le monde de la pensée alternative, s'armer contre la société de consommation, entendre des voix dissidentes qui résistent aux circuits de la grande distribution.

A côté de ce coin salon et lecture, se tient l'espace associatif et militant, où se réunissent régulièrement des intermittents du spectacle, le collectif les Engrenateurs, formé suite à une première marche contre Monsanto, l'association Génération future qui se mobilise pour la



défense de l'environnement et de la santé, des collectifs récents formés suite aux événements de Charlie Hebdo, un groupe de manifestants contre Boko Haram, Disco Soupe, mouvement solidaire et festif qui organise de grandes sessions de cuisine de fruits et légumes au rebut ou invendus pour sensibiliser le grand public à la problématique du gaspillage alimentaire. Une bonne cinquantaine de personnes utilisent quotidiennement ce lieu, parfois plus lorsque les associations se réunissent en grand nombre.

Le 2^{ème} étage est plus nettement celui des squatteurs, avec une grande cuisine collective, bordée de larges canapés confortables où peuvent se poser pour quelques nuits des personnes de passage : artistes

entre deux villes, mineurs étrangers n'ayant pas trouvé de place dans les dispositifs d'accueil saturés, jeunes en errance, parfois très jeunes, comme ces deux femmes tout juste majeures arrivées de Montpellier récemment. L'étage compte également cinq chambres où dorment les résidents réguliers, soigneusement

Le lieu vit à toute heure.

préservées par des portes closes. Un escalier mène encore vers d'autres chambres. Entre 15 et 18 personnes dorment ainsi chaque nuit au Hangar 56, parfois 25 lorsque le Sleep In est bien rempli.

Le squat permet d'accueillir ceux qui trouvent porte close ailleurs.

Ici, Manu peut faire venir son petit garçon de six ans, tontons et tatas du squat savent veiller sur lui et ouvrir la cellule familiale sur une autre dimension du collectif. Tout le monde fait attention à tout le monde dans le squat, chacun peut trouver sa place pour autant qu'il ne déstabilise pas l'équilibre fragile du lieu.

Des réunions de maison fixent régulièrement le planning des tâches ménagères et des repas, bien garnis par la récupération organisée à la boulangerie et au magasin bio voisins. Médecins du Monde établit parfois des lettres plus officielles à destination des gérants des magasins, afin de faciliter la récupération des invendus lorsqu'elle ne se fait pas spontanément.

Le lieu vit à toute heure. Le matin, il y a ceux qui dorment et ceux qui vont bosser, la journée les artistes et les associations, les amis de passage, le soir les événements ouverts au public, la nuit peut éveiller la



créativité de certains, les rythmes des uns et des autres s'emboîtent dans un respect mutuel de la liberté de chacun.

.....

TROUVER UN ÉQUILIBRE

MANU EST AU HANGAR 56 DEPUIS FÉVRIER 2014. IL VIT DANS LES SQUATS DEPUIS QUINZE ANS.

« J'ai passé 20 ans de ma vie en Italie où j'ai connu une expérience militante exigeante, mais j'étais embarqué dans des luttes qui ne me correspondaient pas, marquées notamment par une certaine banalisation de la violence. Je suis venu en France en 1998. Au bout d'un an, je me suis retrouvé dans le besoin, et j'ai fait la rencontre des squats d'artistes. Le squat m'a permis de retrouver un équilibre après une rupture conjugale. Il y a peu de squats d'artistes en Italie, la plupart sont d'abord politiques, et aujourd'hui, certains sont même des squats d'extrême droite, des héritiers de la tradition fasciste révolutionnaire.

Ici, j'ai un atelier d'assistance informatique destiné essentiellement aux personnes âgées. C'est une activité que



Ouvrir la cellule familiale sur une autre dimension du collectif.

j'ai commencé à développer quand je vivais au Bloc¹. J'accueille une seule personne à cet atelier, un ingénieur en électronique âgé qui ne connaît rien aux ordinateurs et souhaite s'initier, je lui propose mes conseils gratuitement, même si ce monsieur a beaucoup d'argent, et même si j'ai un fils de six ans dont j'aimerais pouvoir m'occuper mieux.

Je suis effrayé par la marchandisation de tout, je cherche la valeur des choses, et l'argent n'est pas seul à en fixer le prix. J'ai aussi quelques clients. J'ai monté une auto-entreprise pendant quelques mois sans la moindre expérience en la matière, et je me suis cassé la gueule, ça m'a pris quatre ans pour comprendre le fonction-

nement de ce statut. Maintenant je travaille au noir. Je n'ai pas de revenus, pas d'allocation sociale, mon seul revenu ce sont mes clients qui me font gagner entre 100 et 150€ par semaine, c'est un équilibre délicat à trouver entre bénévolat et travail, et le bénévolat demande beaucoup de temps. »

.....
¹ Le Bloc - Bâtiment Libre Occupé Citoyennement - était un grand squat de 7 étages et 4 sous-sols rue de la Mouzaïa, expulsé en décembre 2013.

LES SQUATS AU CŒUR DES POLITIQUES PUBLIQUES

PAR THOMAS AGUILERA, CHERCHEUR À SCIENCES PO

À la marge ?

Si les squats sont régulièrement associés à l'idée de marginalité, cette dernière peut mener à de mauvaises interprétations. Les squats sont en effet au cœur des villes et des politiques publiques, et parler de marge a également tendance à écraser les personnes qui vivent en squat, présentées comme démunies, alors que les squats permettent de développer de vraies capacités de résistance et d'invention.

Les squats mêlent également confusément la figure du coupable et de la victime, puisque les squatteurs vivent dans l'illégalité, et sont en même temps en situation de vulnérabilité socio-économique et juridique. Le squat est une réponse à un problème de mal-logement, une solution bricolée à défaut d'autre chose, elle-même vectrice de fragilité sociale : la vie en squat rend difficile la recherche d'emploi, l'activation de démarches, tient à distance du droit commun, et en occupant un bâtiment menacé en permanence d'expulsion, les squatteurs se trouvent dans une certaine précarité juridique. Pourtant, les squats ne peuvent être réduits à des pis-aller choisis par les victimes du mal-logement. Lieux de vie à part entière, ce sont non seulement des alternatives à la rue,

quand l'État n'est pas capable de donner un toit, mais également des modes de vie alternatifs qu'il convient de repolitiser. Les squats permettent le déploiement d'une intelligence collective, une forme d'autogestion, d'organisation horizontale, à la différence des centres d'hébergement où les contraintes et les hiérarchies paraissent souvent trop fortes. Quelque chose de collectif, des trajectoires et des liens se façonnent dans ce refuge social, et de nombreuses compétences trouvent là un espace de déploiement.

Entre problème et solution : visibilité et invisibilité des squats

On entend avant tout parler des squats et des bidonvilles lors de crises, à l'occasion d'incendies ou d'accidents. Mais en dehors de ces pics d'attention, ils demeurent souvent invisibles,

et les administrations publiques semblent aveugles : si l'Etat sait produire beaucoup de données, il ne possède aucune cartographie des squats. L'Insee recense des logements, mais le squat est dilué dans les cases « sans-abri » ou « habitation de fortune ».

En 2000, sous la pression des bailleurs sociaux qui sont beaucoup squattés, l'Etat a initié la construction de bases de données exhaustives, en demandant à la Préfecture de région un recensement destiné à permettre d'accélérer les expulsions. C'est ainsi qu'un rapport publié en 2002 a évalué le nombre de squats à 3000, de tout type, de toute forme. Un nombre sans doute sous-évalué. L'enquête a été remise au préfet de région, qui l'a remise au ministre du logement, avant d'atterrir dans la poubelle du Premier Ministre, celui-ci ne sachant quoi en faire. En 2005, une nouvelle enquête a été

■ ■ La marginalité urbaine est une coproduction des politiques publiques du logement.

menée à la demande des bailleurs sociaux, selon le même procédé, et avec le même résultat.

Inaction publique et politique de l'urgence

On pense souvent aux squatteurs comme à des publics en situation de précarité qui cherchent des moyens pour survivre. C'est effectivement le cas, mais n'oublions pas que la marginalité urbaine est aussi une coproduction des politiques publiques du logement : l'effet d'une vraie défaillance des politiques du logement, et des expulsions qui mettent les gens à la rue. Les responsables politiques ont une réelle volonté de ne pas trop en parler et de laisser la question de côté.

Cette inaction publique n'est pas sans produire des effets sur les squats, puisqu'elle crée une stratégie de l'urgence qui délègue l'action à la police et aux associations humanitaires. Le propriétaire est en droit de porter plainte, d'aller au tribunal, le juge peut faire primer le droit de propriété sur le droit au logement et demander à l'huissier d'accompagner les forces de l'ordre pour expulser les squatteurs. En contrepartie, charge aux organisations humanitaires de permettre aux personnes de survivre. Toute

la finesse des politiques publiques consiste à laisser vivre en évitant de laisser mourir. En déléguant la gestion des squats, les pouvoirs publics contribuent à dépolitiser la question pour en faire un problème juridique ou humanitaire, or le squat est une question politique.

Des espaces à protéger

Les squats sont des espaces refuges, qui disparaîtront si des politiques de résorption sont mises en œuvre comme ce fut le cas pour les bidonvilles dans les années 50-60. On ne peut mettre tout le monde dans des dispositifs de relogement et de normalisation, sous peine de fixer des trajectoires de manière souvent inadaptée, de localiser de force certaines populations, et d'écraser la diversité. C'est pourquoi il convient d'être méfiant avec l'idée de rendre visibles certains squats, d'autant que certains habitants n'ont tout simplement pas envie d'être sous le feu des médias.

Quoi qu'il en soit, on peut dans tous les cas militer contre les expulsions. Toute expulsion ne fait que briser des trajectoires en train de se reconstruire. Même quand les bâtiments sont précaires, des architectes militants peuvent travailler dessus : rien ne nous enferme dans l'alternative entre l'expulsion ou le danger de

mort à laquelle la situation est bien souvent réduite.

Un exemple comme la Petite Rockette montre aussi la possibilité de projets hybrides, associant des formes artistiques et sociales.

**/// Toute
expulsion
ne fait que
briser des
trajectoires.**

TRAVAILLER SUR DES SORTIES DE SQUAT

MARIE-LOUISE MOUKET EST RESPONSABLE DU PÔLE INSERTION D'ALJ93, UNE ASSOCIATION QUI INTERVIENT SUR DES QUESTIONS D'HÉBERGEMENT POUR DES JEUNES, MANDATÉE ÉGALEMENT PAR DES COLLECTIVITÉS LOCALES POUR ACCOMPAGNER DES FAMILLES ÉVACUÉES DE SQUATS.

« **ALJ 93 essaye de construire des parcours** avec différents moyens : à Montreuil, l'association a accueilli 60 familles sortant d'un squat en boxes de parking, leur a proposé d'intégrer des caravanes, avant de les orienter dans des logements parfois transitoires. Aujourd'hui, la quasi-totalité est locataire d'un logement. Durant cinq années, les familles ont pu être accompagnées à leur rythme, avec une priorité pour ce public :

l'accès à l'emploi. Le chargé d'insertion essaye de valoriser toutes les compétences développées, la débrouille recelant de vraies aptitudes utiles à l'emploi.

À Choisy-le-Roi, ALJ 93 a mobilisé un partenariat avec un bailleur social du 94, qui a mis à disposition des logements impossibles à louer du fait de projets urbains sur le territoire, mais habitables. Les familles y ont été installées avant d'accéder à des logements

de droit commun. Mobiliser des partenaires est une autre manière de rendre visible ces publics, et de travailler sur la solidarité.

La trajectoire des familles n'est jamais linéaire : celles-ci multiplient les allers-retours entre squats et bidonvilles, et pour certaines populations, la barrière entre bidonville et squat n'est pas nette. Certains font le choix d'un squat plus individuel qui permet de tisser un réseau de solidarité dans le quartier, ce qui est difficile quand on est 300 ou 400 personnes sur un bidonville. Le fait de vivre en communauté

avec d'autres familles parlant la même langue crée un sas entre le pays d'origine et la ville dans laquelle on vit. ALJ 93 a fait le choix de travailler avec cette dimension communautaire.

L'association accueille également des sortants de squats mineurs ou jeunes majeurs isolés, en lien avec l'ASE. Plusieurs de ces jeunes sont passés par des squats à leur arrivée, lorsqu'ils ont rejoint des familles de leur pays. C'est souvent la communauté qui oriente vers l'ASE pour une prise en charge adaptée. »

.....

UNE EXPÉRIENCE DE RÉHABILITATION

PAULINE CARRIOT EST ARCHITECTE, BÉNÉVOLE POUR HABITAT-CITÉ, UNE ASSOCIATION QUI FAIT DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL POUR DES DEMANDEURS D'ASILE VIVANT DANS DES SQUATS INSALUBRES.

« **J'interviens sur un squat à Pantin**, ouvert en 2011 par une dizaine de personnes, tchéchènes et géorgiennes, suite à l'expulsion d'un autre squat au Pré-Saint-Gervais. Ce squat est toléré par la mairie pour une durée de cinq ans, en tant que dispositif alternatif aux solutions d'hébergement auxquelles ces personnes devraient avoir droit en tant que demandeuses d'asile. Habitat-Cité a été chargée d'établir un diagnostic social et technique, pour savoir qui vivait là, et comment on y vivait. Les habitants se sont organisés pour arranger cet ancien bâtiment d'usine, ouvrir un accès à l'eau et à l'électricité. Mon rôle est en premier lieu un rôle de conseil, destiné à mettre en avant les compétences des habitants afin d'améliorer leur lieu de vie. L'enjeu est de travailler à la mise en sécurité du bâtiment, de résoudre les problèmes énergétiques, par exemple en faisant de la médiation auprès d'EDF. En parallèle, la mairie se saisit du travail de l'ONG pour surveiller les populations, et connaître les trajectoires des habitants. »

LA MISSION SQUATS DE MÉDECINS DU MONDE

LA MISSION SQUATS DE MÉDECINS DU MONDE EST ISSUE D'UN ÉLARGISSEMENT PUIS D'UN TRANSFERT DE LA MISSION RAVE, QUI INTERVENAIT DEPUIS 1996 DANS DES ÉVÉNEMENTS FESTIFS POUR RÉDUIRE LES RISQUES LIÉS À LA CONSOMMATION DE DROGUES, PROPOSER DES ANALYSES DES PRODUITS EN CIRCULATION, DES ZONES D'APAISEMENT ET DES ÉQUIPES MÉDICALISÉES D'INTERVENTION D'URGENCE EN CAS DE BESOIN.

La mission Squats a permis de tisser des liens avec les squatteurs, et de faire émerger une demande d'intervention dans leurs lieux de vie, inspirée des savoir-faire développés dans la mission Rave, et notamment de la méthode de réduction des risques.

La mission Squats s'inscrit dans le cadre d'un aller vers, d'un être avec et d'une action ascendante, partant de l'expérience des personnes pour faire avec elles, dans la réciprocité. L'équipe introduit dans les squats un souci de soi, propose des ressources dont les squatteurs n'ont pas toujours conscience spontanément. Educatrice spécialisée, Yaëlle précise bien : « *ici on ne fait pas de suivi social, les personnes ne sont pas captives de nous. On voit ce qui marche, les squats sont une bonne école* », et Roberto confirme : « *les squats et les squatteurs nous ont permis de désapprendre des approches trop normées* ».



Roberto au Hangar 56.

■ ■ Les squatteurs nous ont permis de désapprendre des approches trop normées.

LA SANTÉ COMME RESSOURCE

La mission Squats s'inscrit dans le cadre de la promotion de la santé définie par la charte d'Ottawa en 1986. Celle-ci propose une approche globale de la santé, définie comme un état de bien-être physique, social et mental. Considérant la santé comme une ressource de la vie quotidienne et non comme un but en soi, Médecins du Monde s'efforce de partager avec les individus et les groupes des savoirs et des savoir-faire qui leur permettent de faire des choix éclairés.

Accompagner, être avec

Sans rien forcer, Yaëlle et Roberto sont force d'éveil et de réponse aux questions qui peuvent se poser. Une heure de présence et de discussions sur un squat permet souvent de faire émerger une ou deux demandes de RSA ou de CMU. L'équipe offre également un relais précieux aux squatteurs lorsqu'ils accueillent des personnes en errance. Récemment, une très jeune femme a ainsi pu être orientée rapidement vers une association appropriée, l'Apaso, après quelques nuits en squat, avant d'être dirigée vers une école de la deuxième chance. Roberto aime à parler de « *noyau tendre* » pour qualifier « *l'équipage* » du squat, autour duquel gravitent ponctuellement toutes sortes de gens. « *Les squatteurs ont une grande expérience de la réorientation des personnes en errance sur le maillage territorial* ».

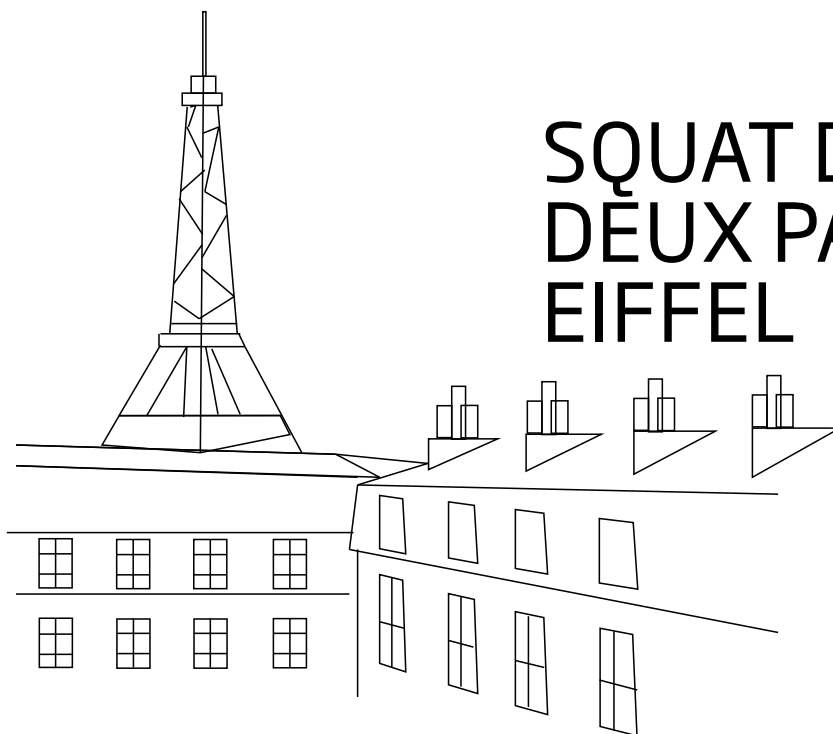
Autonomie collective

Les squats sont toujours une action politique, une manière de revendiquer un abri, d'y produire de la culture, des rencontres, d'interroger les dispositifs du droit commun, d'inventer un mode de vie moins isolé, même si ces expériences de groupe ne sont pas sans tensions ou violences parfois. Les squats s'adosent à la société pour faire société autrement, promeuvent une idée de l'autonomie différente de l'individualisme qui prédomine. La conception de l'autonomie des squatteurs consiste à penser qu'on est plus fort ensemble que chacun dans son coin, qu'on peut être autonome à plusieurs, par la force du collectif.

Réduire les risques sociaux, sanitaires et juridiques

Le travail de réduction des risques s'applique aussi à réduire les risques d'une ouverture ratée et d'une expulsion mal anticipée. La Mission Squats intervient

une fois le squat installé pour proposer des sacs de couchage, ainsi qu'aide et conseils pour les démarches qui permettront d'officialiser l'occupation, de la valoriser en prévision d'un éventuel jugement à venir. Si le squat est amené à comparaître en justice, ses habitants auront alors à faire valoir leurs droits, en produisant un dossier associatif et/ou artistique selon les cas, et des photos du lieu de vie pour montrer sa fonction d'hébergement. Les squats ont ainsi développé des stratégies pour allonger leur durée de vie en justifiant leurs effets positifs. La Mission Squats les épaula en rédigeant des lettres de soutien, en les aidant à valoriser les nuitées d'hébergement et le travail d'orientation réalisé, et en rappelant que les squats constituent une modalité de « sortie de rue », et de prévention qui évite à des personnes sans-logis de devenir sans-abri. Toutes ces données permettront au juge d'avoir un autre regard sur la fonction sociale du squat.



SQUAT D'EXCEPTION À DEUX PAS DE LA TOUR EIFFEL

/// Pourquoi squatter des espaces sans eau ni électricité plutôt que des lieux confortables ?

Confortablement installé dans un luxueux canapé de cuir, Eric promène un regard presque blasé à travers le vaste sous-sol du palace dans lequel lui et son petit équipage sont installés depuis quelques mois : un salon immense bordé d'un bar à l'américaine, des murs de marbre aujourd'hui parsemés de quelques toiles apportées par les amis, des couleurs et des formes très contemporaines qui tranchent avec de pâles statues de naïades antiques, languereu-

sement fichées dans des alcôves il y a quelques années par les propriétaires des lieux. L'autre partie de la pièce est placée sous le signe des platines. Eric est squatter et DJ depuis 20 ans, c'est là qu'il fait ses gammes, face à la grande paroi vitrée qui donne directement sur la piscine intérieure. En miroir au jardin de bambou qui entoure la maison, une frise bucolique court le long des murs de cette vaste pièce toute de marbre et de verre, mais le bassin à l'abandon depuis des années fait aujourd'hui penser à un caveau béant, au fond duquel les carreaux ont cédé place aux gravats.

L'étage compte également un

sauna qui fonctionne encore, tout l'équipement luxueux d'une maisonnée que faisait autrefois tourner un personnel nombreux. Cuisiniers, chauffeurs, gardiens, bonnes ont encore leur casier à l'entrée de la cuisine. A cet étage pas de télévision, mais une véritable salle de cinéma dans une pièce reculée, au fond de laquelle la petite cabine du projectionniste est toujours opérationnelle.

Ici, c'est un lieu qu'on n'appelle pas.

Pas de nom de baptême pour ce squat qui préfère rester discret. Ils sont cinq à vivre dans ce palace largement décrépi, à avoir fait tous les travaux nécessaires pour

nettoyer les pièces une à une, vider les décombres, colmater les brèches et le travail du temps sur les murs. Le propriétaire est un milliardaire d'un pays lointain où le pétrole coule à flots, il paraît qu'il n'a pas mis les pieds à Paris depuis plus de dix ans.

Eric et Pierrot partagent les mêmes squats depuis des années. Ils ont toujours créé des lieux d'art et de rencontres où l'on pouvait organiser régulièrement expositions collectives et événements festifs, mais ici pas de grosse «teuf», pas de passage, discrétion maximale. Leur palace temporaire sera uniquement un lieu d'habitation. « *Si on accueille du monde ici le voisinage va se plaindre. On a déjà eu la visite de la police, ils soupçonnaient une cache d'armes. Ils ont sonné, je leur ai ouvert, ils étaient polis, je leur ai fait la visite des lieux, ils ont été rassurés et ils sont repartis. Une des premières choses que j'ai remarquées dans le quartier c'est le prix de l'alcool, on en vend comme nulle part ailleurs, et à un prix qui défie toute concurrence. Mais quand on a besoin d'une bouteille ou de bouffe on va dans un Carrefour de banlieue où on arrive à faire la récup, ici on ne veut pas se faire remarquer.* » Mieux vaut être prudent dans ce quartier plus que bourgeois du 16^{ème}, et après plusieurs années de vie dans un grand squat où dormaient près de cinquante personnes, rythmé par une forte activité et un turn over incessant, Eric et Pierrot ont envie de calme.

.....

« ALLEZ EXPLIQUER À UN JUGE QUE VOUS ÊTES UN BON SQUATTEUR ! »

ERIC A D'ABORD ÉTÉ BÉNÉVOLE SUR L'ANCIEN PROGRAMME DE MÉDECINS DU MONDE, L'ANCÊTRE DE L'ACTUELLE MISSION SQUATS, « LE MEILLEUR DISTRIBUTEUR DE PRÉSERVATIFS QUE LE PROGRAMME AIT CONNU, RAPPELE ROBERTO, IL ARRIVAIT MÊME À VIDER LES STOCKS AUPRÈS DES LESBIENNES ». PIERROT ET LUI AVAIENT L'HABITUDE DE MONTER UN PARACHUTE EN FORME DE CHAPITEAU, QUI PERMETTAIT DE PROPOSER UN SAS D'APAISEMENT DANS LES RAVES PARTIES.

« **Presque tous les squats dans lesquels j'ai vécu ces 20 dernières années avant d'être expulsé sont aujourd'hui des lieux vides.** On expulse pour laisser des locaux à l'abandon, alors que nous, les squatteurs, on rénove et on entretient les lieux. Mais allez expliquer à un juge que vous êtes un bon squatteur ! Pour eux cette notion n'existe pas. Pourtant, si tout le monde faisait comme nous il n'y aurait plus personne à la rue, et ces lieux nous permettent de vivre en collectif. Avant d'être en squat j'ai multiplié les demandes d'appartement à Paris, mais avec mon statut d'intermittent du spectacle, c'est la galère pour tout. Un jour j'ai reçu une proposition de logement social au courrier, mais comme j'étais en déplacement pour mon boulot je ne l'ai pas trouvée. Après ça ils n'ont plus rien proposé. Je suis dans les squats depuis 1976, j'avais besoin d'un lieu pour poser mes affaires. Au début je squattais par nécessité, aujourd'hui c'est par choix, pour vivre comme je veux.

liser les expériences, négocier avec les forces de l'ordre.

Avant d'ouvrir un lieu il y a tout un travail de repérage, tu regardes si le lieu est vétuste, si le courrier s'entasse, tu vas au bistrot glaner les commérages, éventuellement au cadastre pour connaître le propriétaire.

Dans les précédents squats que j'ai connus on était très nombreux, et on accueillait beaucoup de personnes en urgence. Mais après qu'est-ce qu'il se passe ? Elles ne peuvent pas rester parce qu'il n'y a pas assez de place sur le squat, mais que deviennent ces personnes de passage ? Elles restent au moins une semaine le temps de se reposer et se recomposer. Elles ont besoin d'un lieu pour se laver, poser leurs affaires, leur histoire. En général pendant plusieurs jours on ne les voit pas, elles sont tellement fatiguées qu'elles passent leur temps à dormir, et petit à petit elles se requinquent. Elles ont besoin d'un cadre qui leur permet d'aller mieux, d'un lieu pour discuter, rigoler. »

Dans la grande famille des squatteurs tout le monde a un rôle à jouer. Il faut savoir recevoir les flics, les huissiers, mutua-

TÉMOIGNAGES

SPEEDY



LES LIEUX À L'ABANDON SONT SI NOMBREUX À VILLEJUIF QUE DEPUIS QUELQUES ANNÉES, SPEEDY ET SES AMIS ONT RÉUSSI À PASSER D'UN SQUAT À L'AUTRE SANS CHANGER DE QUARTIER. L'AN DERNIER ILS ONT DÛ QUITTER LA BOUÉE SUR LES HAUTEURS DU BOULEVARD MAXIME GORKI, POUR OUVRIR LE GARAGE ABANDONNÉ QUELQUES PAS PLUS LOIN OÙ ILS SONT INSTALLÉS.

Tu vis dans les squats depuis longtemps ?

Depuis toujours. Aujourd'hui j'ai 44 ans, je suis dans les squats depuis que j'ai 15 ans. Je suis de Belgique, j'ai d'abord connu les squats de Bruxelles, et puis j'ai quitté la Belgique en 1996. Je me suis évadé de prison, la justice belge me considérait comme un toxicomane irrécupérable, ils voulaient me faire faire 10 ans de prison pour ça. Quand je suis arrivé en France, j'ai d'abord beaucoup bougé dans tout le pays.

Ce squat dans lequel vous vivez maintenant, vous lui avez donné un nom ?

Non, mais ici ce n'est pas un vrai squat, c'est plutôt un lieu pour entreposer des affaires, notamment celles de potes qui se sont fait expulser. On est quatre à dormir ici, mais dès qu'il pleut l'eau ruisselle de partout. On a l'eau et l'électricité mais rien pour prendre des douches, alors pour

/// Je vis dans les squats depuis que j'ai 15 ans.

■ ■ Squatter, c'est un acte de légitime défense.



ça on va au CAARUD de Villejuif.

Vous organisez des événements dans ce squat ?

Les lieux ne le permettent pas. Il faudrait que ce soit insonorisé pour qu'on puisse faire des concerts ou des événements comme à la Bouée, où on avait jusqu'à trois concerts par semaine. Les voisins sont trop proches. De toute façon on va bientôt partir, on est passé au tribunal récemment, le délibéré doit être rendu la semaine prochaine.

Vous n'avez aucun espoir que le délibéré soit en votre faveur ?

Non, on a été trop mal défendus cette fois. Les bons avocats ça coute cher, on a dû se contenter de l'avocat commis d'office. D'ici 10 jours ce sera plié. Le propriétaire veut revendre à la mairie qui veut tout démolir, ils ont même exproprié des gens dans le quartier, donc nous des squatteurs, on n'a aucune chance d'y couper. Le propriétaire est une grosse société immobilière,

*Androïde overclocké surchauffé d'ennui.
Je contemple mon chaos intégré en circuit.
Alors que la pluie et le vent me caressent.
D'un oubli indéfini enlacé en laisse.
Comme un tatouage indélébile et débile.
Quelques étincelles de vérité inutile.
Puisque même nos âmes sont vendues et damnées.
A n'être que des farces complètement déjantées.
Des consommations d'images inspirées sous vide.
Échouées sur une plage imbibée d'acide.
A l'heure où l'amour ponctionne le poids de la détresse.
Soumise avec trois doigts de chaleur aux fesses.*

Speedy



et qui dit grosse société immobilière dit problème de logement d'une manière générale.

Vous avez des plans pour après ?

Ce soir je vais ouvrir un nouveau lieu à côté pour qu'on commence dès maintenant à déménager. Mais ce sera un lieu temporaire, le lieu que j'aimerais vraiment ouvrir se trouve à Vitry-sur-Seine, il est beaucoup plus approprié pour qu'on puisse à

nouveau ouvrir un vrai squat, ouvert, qui permette d'organiser des événements culturels, des concerts. Il n'y a pas de voisin autour. J'ai repéré l'endroit, il est abandonné depuis des années, le propriétaire est décédé, et pourtant il y a des caméras de surveillance, il faut donc que j'aille au cadastre pour en savoir plus.

Quand vous étiez à La Bouée ça se passait bien dans le quartier ?

Oui, mais on entendait souvent dire qu'on était un squat de toxicos. Tout ça parce qu'on faisait de la prévention des risques en travaillant avec la mission Squats de Médecins du Monde et le CAARUD de Villejuif. On distribuait des kits d'injection, des renifle-ta-paille.

Tu travailles souvent avec Médecins du Monde ?

Oui, dès l'ouverture d'un nouveau squat j'appelle Roberto et Yaëlle, des alliés de

plus longtemps aussi. Ils font des lettres qui attestent qu'ils nous ont rendu visite à telle date pour nous protéger, c'est un nom connu qui calme les flics. Ils permettent également de faire de la réduction des risques,

et puis ils distribuent des duvets militaires en hiver.

Il y a eu une évolution des squats toutes ces années ?

Il y a beaucoup plus d'ouverture d'esprit, les mentalités ont beaucoup évolué. Les squats tiennent

plus longtemps aussi. Il y a 20 ans les squats duraient le temps d'un hiver. La Miroiterie, par exemple, est une expérience incroyable : ce squat a tenu 13 ans, mais c'est le seul lieu à avoir duré aussi longtemps. Le fait qu'il y ait une démarche, un projet artistique, ça donne un droit d'occuper les lieux.

Tu as des ressources en France ?

Je touche le RSA, j'ai travaillé 2 ans dans la restauration pour ouvrir mes droits. J'avais fait une demande de logement à l'époque où je rêvais encore, mais aujourd'hui j'ai compris qu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même. Aujourd'hui, j'aimerais bien réussir à ouvrir un squat qui devienne légal. Pas rémunéré, pas avec des subventions, parce que là tu rentres dans un système beaucoup trop contraignant, et la

création doit être au maximum libérée de toute contrainte, mais légal.

Et entre deux squats, ça t'arrive de te retrouver à la rue ?

Ça m'est arrivé, j'ai même été en tôle pendant quatre jours une fois pour avoir dormi dans le jardin privatif d'une propriété abandonnée, un gardien m'a découvert.

Et dans le quartier ici ça se passe bien ?

Avec certains oui, très bien même. J'essaie toujours d'être très sociable. D'autres ont fait une pétition dès qu'ils nous ont vu arriver, ils ne savaient même pas pourquoi d'ailleurs. Je ne cherche pas à me cacher, il vaut mieux montrer que tu es là, si tu fais

Les squats, on devrait les appeler lieux de vie.



Squat de Speedy, Villejuif.

profil bas tu te mets automatiquement en position de faiblesse. C'est l'expérience qui m'a appris ça.

Squatter c'est un acte de légitime défense contre un système qui privatise tout, c'est pas normal, et il faut dire cela avec des mots, avec des images. La propriété privée ça asservit l'être humain. Les squats on devrait les appeler *lieux de vie*.

.....

MADAME D.

APRÈS QUELQUES ANNÉES DE VIE ET DE RECHERCHE DE LOGEMENT À PARIS, MADAME D. A PASSÉ PRÈS DE DEUX ANS EN SQUAT À AUBERVILLIERS, AVANT D'ÊTRE PRISE EN CHARGE EN FOYER, PUIS À L'HÔTEL, OÙ ELLE VIT DEPUIS HUIT ANS.

Comment se sont passés les premiers temps de votre arrivée en France ?

Je suis arrivée du Mali en 2001, j'ai vécu d'abord chez ma sœur. Puis j'ai rencontré mon mari, et j'ai cherché une maison avec lui. J'étais en attente pour les papiers, je faisais une demande de titre de séjour pour soins. A Aubervilliers, ils cassaient des maisons, et comme on ne trouvait rien pour se loger on est allés dormir dans le squat.

Comment avez-vous entendu parler du squat ?

Par le bouche à oreille. On a tout réparé, et on a passé près de deux ans dedans. On était 42 familles.

La cohabitation se passait bien ?

Oui, chacun avait son endroit à soi. On avait des délégués qui étaient en contact avec le DAL pour faire des demandes au sous-préfet de Bobigny. Puis en 2005, ils nous ont mis dehors. J'étais partie au travail, quand je suis rentrée, j'ai trouvé tout le monde à la rue. On a passé quatre mois dehors, et l'association ALJ 93 nous a posés dans un foyer.

L'association est venue vous voir ?

C'est le délégué qui s'occupait de tout. C'est lui qui était en lien avec l'association. En 2006, les 42 familles du squat sont entrées au foyer. J'ai passé trois ans là-bas. Pendant ce temps, je cherchais

|| Depuis que je vis à l'hôtel, je suis complètement isolée.

une maison et les papiers, mais je n'ai pas trouvé. J'avais un titre de séjour pour soins au départ, mais quand Sarkozy a été élu, ils m'ont tout retiré. Ceux qui avaient des papiers étaient petit à petit relégués. Au bout d'un moment, ils m'ont dit de quitter le foyer. On m'a mise à l'hôtel à Saint-Denis, j'y suis restée 7 ans.

Qui vous a mise à l'hôtel ?

L'association ALJ 93. Puis, en août 2014, un jour l'hôtelier m'a demandé de partir, du jour au lendemain. Mon délégué a appelé l'association, qui a trouvé un hôtel boulevard Magenta, à Paris.

Vous savez qui paye l'hôtel ?

Non.

Aujourd'hui vous avez des papiers ?

Depuis des années on ne me dit ni oui ni non. Pour vivre j'ai vendu du maïs gare de Saint-Denis, l'hôtelier me laissait utiliser une casserole pour le faire bouillir,

puis il n'a plus voulu. Je n'ai jamais réussi à trouver du travail au noir. Aujourd'hui je suis âgée, j'ai des problèmes de santé.

Vous allez toujours vendre du maïs à la gare ?

Non, je peux plus le préparer. Après j'ai commencé à vendre les brochettes avec une dame, à la fin de la journée elle me donne 10-15€. Avec ça j'achète mon pass Navigo quatre zones. Quand on a l'AME c'est un tarif spécial, mais chaque année ça augmente. Aujourd'hui je ne vais plus tous les jours vendre les brochettes à la gare, il y a tout le temps la police qui ramasse nos affaires.

Vous avez une assistante sociale ?

Depuis des années je demande une assistance sociale, mais je n'en ai jamais eu. Dans le squat et au foyer on était nombreux, mais depuis que je suis à l'hôtel je suis complètement isolée, je ne sais pas comment faire.

DU SQUAT AU LOGEMENT

MR K. EST IVOIRIEN. ANCIEN DÉLÉGUÉ D'UN GRAND SQUAT À SAINT-DENIS, IL RACONTE 10 ANS DE LUTTE POUR AVOIR UN TOIT.

Il n'y a que la solidarité qui peut donner la force.

Comment êtes-vous arrivé en squat ?

Je suis arrivé en France en 1999 pour mon travail. Bloqué ici par le coup d'État, je suis d'abord resté un peu chez mon cousin dans un squat. J'ai ensuite vécu en colocation pendant plus d'un an. En 2001 j'ai trouvé un squat à Saint-Denis, il y en avait beaucoup partout.

Comment avez-vous appris l'existence de ce squat ?

Celui qui cherche trouve. Il y avait deux grands bâtiments appartenant à l'État en attente de démolition. J'ai fait mon baptême de la pioche pour ouvrir la porte d'un des appartements barricadés. Certaines chambres étaient directement habitables, d'autres non, alors c'était à toi de faire les travaux. Dès le début nous sommes allés trouver le DAL, et nous avons tout fait pour être solidaires, car il n'y a que la solidarité qui peut donner la force dans ces situations. Il faut

s'organiser pour avoir un discours commun, choisir ceux qui peuvent porter la parole auprès des associations et des pouvoirs publics, ne pas se laisser diviser. Je suis devenu l'un des sept délégués du squat. Tous les deux mois nous avions des réunions avec le DAL, et entre nous, nous avions des réunions parfois toutes les semaines sur des questions d'organisation et de stratégie.

Qui vivait dans ce squat ?

Il y avait vraiment de tout, pas seulement des migrants. Nous étions 230, j'y ai vécu des moments très agréables malgré la pression constante dès la fin de la trêve hivernale. Ma compagne m'y a rejoint, nous avons eu 3 enfants. Tout le monde se connaissait, on se gardait les enfants.

Il y a eu une procédure d'expulsion ?

Nous avons été convoqués au tribunal en 2003 mais le procès a été repoussé. On a profité de ce délai pour nous organiser encore mieux, améliorer l'environnement. Nous avons un conflit avec la mairie qui avait fait fermer l'eau. Comme la mairie nous proposait une solution très coûteuse avec une facture collective, on est allé voir l'entreprise fournisseur pour s'arranger avec elle.

Quel était l'enjeu de la facture individuelle ?

Tous ceux qui faisaient des demandes de régu-

larisation avaient besoin de quittance, la mairie voulait nous affaiblir. En 2005, nous avons signé un protocole avec les pouvoirs publics : ils ont proposé un hébergement provisoire et un accompagnement à tout le monde en attendant le relogement dans le parc social. 45 personnes ont été logées dans des logements temporaires, et 150, parmi lesquelles ma famille et moi, sont allées dans le Foyer Jeunes Travailleurs d'Aubervilliers tenu par ALJ 93. A partir de 2006, des solutions de relogement ont commencé à être proposées. Les réunions avec les pouvoirs publics et les associations ont continué au FJT. En 2008, le FJT devant faire l'objet de travaux, la préfecture a proposé une prise en charge hôtelière avec le Samusocial du 93. Les 40 personnes qui restaient dans le foyer ont d'abord refusé par peur d'être éloignées de l'école des enfants. Un compromis a été trouvé avec la préfecture à la condition qu'ils trouvent un hébergement dans la sous-préfecture de Saint-Denis.

Et la vie à l'hôtel ?

J'y suis resté de 2008 à 2011, à Bobigny puis à Montreuil, et entre temps nous avons été régularisés. Tous les jours, j'amenais les enfants à l'école à Saint-Denis, je ne les ai changés d'école que quand j'ai eu mon logement à Bondy.

.....

ENTRETIENS



L'EXPÉRIENCE DE LA PETITE ROCKETTE

La petite Rockette fêtera bientôt ses dix ans. L'ancien squat est aujourd'hui une ressourcerie prospère, locataire de Paris Habitat, comptant pas moins de 17 salariés. Récit par Delphine Terlizzi, cofondatrice, et maire adjointe à la jeunesse et à l'éducation citoyenne dans le 11^{ème} arrondissement.

■ ■ **La porte
était
toujours
ouverte,
grande
ouverte.**

Quel est l'origine de ce squat ?

Un collectif qui se reformait, les uns et les autres venaient de différents horizons. Moi, je venais de la Miroiterie où j'avais eu une bonne expérience du squat. Le projet de départ était le culturel et le logement. Sur une dizaine de personnes, on était pour moitié des artistes, et pour moitié des gens de la rue.

On sait que les personnes de la rue sont rares à venir spontanément vers les squats.

Comment les avez-vous recrutées ?

D'abord par le bouche à oreille. Plus tard, des gens du quartier sont venus nous trouver.

Dans quel bâtiment étiez-vous installés ?

Dans ce qui fut la crèche de la Petite Rockette, une prison pour femmes qui a fermé en 1963. Certains squatteurs avaient vécu dans cette crèche leurs premières années ! Le bâtiment était ensuite devenu une école du Ministère des Finances, puis il est resté à l'abandon. C'était un très beau lieu, avec une cour





La Ressourcerie

extérieure, une immense salle de répétition, un étage avec d'anciens bureaux tout-à-fait propices à former des chambres. Deux ateliers d'artistes chacun constitué de quatre personnes se sont installés. D'expérience, les ateliers collectifs sont plus vivants. Même s'ils sont plus difficiles à gérer, il y a plus d'émulation.

Le squat était ouvert sur le quartier ?

Oui, la porte était toujours ouverte. Pas seulement entrouverte, mais grande ouverte. Des gens venaient et repartaient, on voulait démystifier le côté fermé du squat. Un planning permettait d'organiser l'accueil du public, de répondre au téléphone pour ceux qui voulaient réserver la salle de répétition. On adaptait bien évidemment le planning aux contraintes et aux problèmes des uns et des autres. Puis au fur et à mesure, les compagnies elles-mêmes se sont proposées pour tenir l'accueil.

La salle de répétition était louée gratuitement ?

C'était 1€ de l'heure. Cet argent permettait de nourrir ceux qui étaient trop fauchés pour se



La Petite Rockette, rue Saint Maur.

payer à manger, et d'acheter le matériel dont nous avons besoin pour la vie du squat.

Vous organisez des événements pour le public ?

On a toujours organisé des événements diversifiés pour un public diversifié : concert de hard rock un soir, brunch avec les petites vieilles du quartier le lendemain, concert de violoncelle dans l'après-midi. On faisait au gré des envies du quartier.

Beaucoup de personnes gravitaient autour du squat pour y dormir ?

Le Sleep In était toujours surchargé.

Qui venait ?

Des gens en marge qui passaient beaucoup de temps dehors.

Vous avez des exemples de sans-abri du quartier qui ont trouvé leur place dans le

squat ?

Paco, très connu du quartier, arrivé par des potes de potes. Il avait une quarantaine d'années, de fortes addictions, c'était un gars très généreux, très gentil, mais qui avait tendance à se faire marcher sur les pieds. On lui a offert une chambre, et il est devenu un pilier de la Petite Rockette, très protecteur. On a essayé de le rabibocher avec sa famille, de lui donner des responsabilités, même sur des petites missions. Quand on a proposé le logement de la Petite Rockette, Paco était dans mes priorités, il était prêt, et il a obtenu un appartement par une association. Malheureusement il est mort la veille du départ.

Comment s'est déclenchée la procédure d'expulsion ?

Le ministère a mis 18 mois à s'apercevoir que nous occupions le lieu ! Il n'avait pas de projet, et comme on avait beaucoup travaillé, et beaucoup avec la mairie, on était très soutenus en

■ ■ Je suis passée du statut de consultante respectée à squatteuse de merde.

allant au procès, d'autant que la loi DALO venait tout juste de passer.

A l'issue du procès, nous avons eu une convention d'occupation temporaire jusqu'en 2011. En juin 2011, on a rendu les clés. On avait négocié un logement avec la Ville, on est allé au 62 rue Oberkampf, un rez-de-chaussée avec une grande vitrine sur la rue, inhabitable, mais on n'a pas vraiment eu le choix. A ce moment-là, j'ai visité une ressourcerie un peu par hasard, et compte tenu de la disposition des lieux ça m'a semblé une bonne idée pour ce nouvel espace. Quand on a ouvert la ressourcerie, on a bricolé avec des canapés-lit partout, et rapidement le lieu a connu un essor insoupçonné. On a beaucoup appris pour se former à ce métier, et on a pu payer 8 contrats d'accompagnement dans l'emploi, CUI et CAE qui ont permis aux anciens squatteurs de mutualiser leurs ressources pour payer une colocation. La Petite Rockette s'est portée caution pour l'appartement.

Tout le monde a suivi ?

Les artistes ne se sont pas retrouvés dans le nouveau projet. Mais après 6 ans tout le monde était satisfait, et on a eu le temps de se préparer, personne n'est resté en carafe.

Quel était le fonctionnement économique du lieu ?

Nous avions des subventions : une subvention en nature (le lieu) et des subventions liées à l'aspect écologique du projet. Puis le 62 rue Oberkampf est devenu trop petit. Il y a un an nous avons déménagé pour le 125 rue du Chemin Vert, que nous louons à Paris Habitat. Aujourd'hui, nous tournons à 58% avec de l'autofinancement, nous avons 17 postes salariés, certains en CDI, et 9000€ de loyer par mois à payer. Le fonctionnement de l'équipe est très horizontal, je ne suis pas la directrice mais la coordinatrice, et je gagne le même salaire que tous les salariés, y compris le dernier entré.

Quelle est la différence avec une boutique Emmaüs ?

L'objectif d'Emmaüs est la réinsertion. Ici, c'est l'écologie d'abord, même si les salariés sont aussi des personnes éloignées de l'emploi. Comme à Emmaüs, on fait le tri et le nettoyage des objets qui nous sont apportés sur place, mais on fait aussi de la réparation, et ce qu'on ne peut pas récupérer, on le recycle.

Comment se fait le recrutement ?

L'équipe est très mixée. Au début, c'était le cercle des squatteurs. Quand on est arrivé à 10 salariés, on a ouvert et recruté via Pôle Emploi, tout le monde se connaissait trop. En général, on recrute des chômeurs de longue durée, et

des gens plutôt créatifs. Les employés ont de 19 à 57 ans ! Le dernier arrivé a 54 ans et vient d'un chantier d'insertion, on nous l'a vivement recommandé. Ce monsieur était agent de maintenance à la Poste pendant des années, très bricoleur, avant de se faire mettre dehors pour alcoolisme. Il a connu cinq ans d'errance, puis le chantier d'insertion. Quant à notre employé de 57 ans, qui est handicapé à 80%, il a signé ici le premier contrat de travail de sa



vie. Il était d'abord venu faire du bénévolat. Au début, il vivait dans un hôtel social du quartier, et un jour on a découvert qu'en son absence le propriétaire louait la chambre à un réseau de prostitution. On lui a trouvé rapidement une pension de famille dans le quartier pour le sortir de ce bouge où il n'avait ni eau ni chauffage. Il vient de visiter un appartement, mais il n'est pas très chaud pour quitter la pension de famille.

Et si on revient à vous, comment êtes-vous arrivée en squat ?

Je travaillais dans la scénographie d'espaces d'expositions. A un moment, j'ai eu envie de

changement et d'un métier manuel. En face de chez moi, venait d'ouvrir un squat, La Miroiterie, c'était le lieu parfait pour avoir un atelier. Au début, on m'a dit non, et puis je leur ai dit que j'étais très bricolo, et que je pouvais servir. Quatre jours plus tard, on m'appelait, la douche était en panne. J'ai réparé des tas de trucs, et au bout de six mois ils m'ont trouvé un atelier.

Pourquoi être allée vivre dans le squat ?

Suite à une séparation conjugale, j'ai vécu quatre ans en squat. Puis j'ai eu mon fils, et j'ai pris un appartement. Je n'aurais jamais pu mener la Petite Rockette aussi loin en y vivant, j'aurais craqué. La distance m'a permis de faire aboutir le projet, puis je suis devenue salariée de l'association. Le hasard de la vie m'a fait militante. Je suis passée du statut de consultante respectée à celui de squatteuse de merde. Me faire insulter m'a rendue féroce et militante. Squat ou pas squat, on est les mêmes, surtout pour

moi qui ai connu le monde de la télé, où une bonne majorité de personnes tournent avec différentes addictions !

.....

LES SQUATS DE FUMEURS DE CRACK

ENTRETIEN AVEC B18

B 18 est un centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogue (CAARUD) de l'association Charonne, situé porte de la Chapelle.



II Aujourd'hui, on rase et on sécurise.

Vous intervenez beaucoup dans les squats utilisés par les usagers de drogues ?

Miren (éducatrice spécialisée) - Avant oui, mais tous les squats du Nord de Paris qui tournaient autour de la consommation des produits ont été évacués, à l'exception de la Colline. Avant nous allions sur un squat rue Riquet dans le 19^{ème}, au niveau des voies ferrées de la Gare du Nord où il y avait environ 80 personnes. Tout tournait autour de trois chefs de squat qui essayaient de mettre des règles, mais à 80 ça déborde vite, et beaucoup viennent pour consommer sans vraiment se soucier de l'état du lieu. Les squats sont très différents les uns des autres. Au niveau de la petite ceinture, certains avaient construit des cabanes. Le squat était bordé de dépotoirs, et pourtant à l'intérieur on trouvait des lieux de vie individuels minimalistes très propres. Ces squats qui tournent autour des produits ne

sont pas des lieux très épanouissants, et il est rare que la gestion fonctionne très longtemps. C'est un peu « tous ensemble mais chacun pour soi ».

C'est vous qui alliez vers les squats ou eux qui venaient à vous ?

Miren - Ceux qui vivaient dans ces squats venaient tous les jours pour chauffer leurs plats, laver leur linge, prendre leur douche. Le matin, ils étaient très nombreux. Et en retour, il arrivait qu'ils nous invitent à venir également sur les squats.

Yves (éducateur spécialisé) - Il y a eu beaucoup d'évolutions ces dernières années. Les grands chantiers d'aménagement urbain du Nord parisien et l'extension du tramway ont été l'occasion d'évacuer tous les squats. Il y a 15 ans les squats étaient assez structurés, alors que ces cinq dernières années ils se sont complètement précarisés : sous l'effet de la politique de nettoyage, ce

sont surtout devenus des salles de consommation à ciel ouvert. Le plus grand se trouvait porte de la Villette, il était très organisé, avec une pièce commune, des espaces consacrés au deal, des petits appartements. Aujourd'hui, les personnes sont disséminées à droite à gauche, beaucoup sont mortes, en prison.

Ysabel (chef de service) - L'époque des grands squats urbains est révolue. Les mutations urbaines, les politiques de répression et d'assainissement des phénomènes de deal et de prostitution à la porte d'Aubervilliers en ont eu raison. Même à Stalingrad, aujourd'hui, la consommation de drogues a été quasiment éradiquée. Avant, il y avait une certaine tolérance au moment des évacuations, on laissait aux gens la possibilité de se réimplanter. Là, on rase et on sécurise.

Et le squat qui perdure aujourd'hui, la Colline, c'est un grand squat ?

Miren - Non, c'est tout petit. Il s'agit juste d'une butte herbeuse qui se trouve sous un nœud routier de la porte de la Chapelle. Dès qu'il pleut, c'est tout boueux, il n'y a même pas de cabanes puisqu'elles ont été démolies lors des évacuations. La Ville essaye de nettoyer ce lieu depuis qu'il existe, c'est-à-dire 10 à 15 ans, mais les gens reviennent toujours, parce qu'on ne peut rien en faire de cette butte, elle est inexploitable. C'est vraiment un squat de fortune, la plupart de ceux qui y vivent viennent ici la journée.

Ysabel - Il y a une vingtaine de personnes maximum qui y dorment, le reste ne fait que passer. Le week-end, il peut y avoir jusqu'à 70 personnes, c'est un des rares lieux où on peut trouver du crack le week-end.

Quelles sont les personnes qui fréquentent ces squats ?

Miren - Ces squats-là sont des squats de fumeurs de crack. Même s'ils sont pour la plupart

polyconsommateurs, ils s'identifient d'abord à leur consommation de crack, et ne se mélangent pas avec les injecteurs. La porte de la Chapelle, c'est le monde des crackeurs, qui correspond surtout à une population afro-caribéenne assez pauvre dont la moyenne d'âge est de 40 ans. Plus on va vers la Gare du Nord, plus c'est le public des injecteurs. Tout ça est assez clivé.

Ysabel - Je n'ai jamais vu de cohabitation entre les consommateurs de crack et les injecteurs. Le crack entraîne une dépendance psychologique très rapide et très forte, et l'effet du produit est très éphémère, ce qui déclenche des phénomènes de consommation compulsive.

Il y a des femmes dans les squats de consommation ?

Ysabel - La situation de grande vulnérabilité de ces filles est la plupart du temps exploitée. Les femmes sont une source d'argent, à la fois parce qu'elles se prostituent et parce qu'elles sont le plus souvent mères, et donc receveuses d'allocations intéressantes.

Aldric (chargé de mission du pôle prostitution) - 90% des consommatrices de crack se prostituent, et dans ce milieu-là elles se trouvent rapidement prises dans des logiques de soumission et de protection qui peuvent être très violentes, avec beaucoup de

phénomènes de violence conjugale et d'emprise mentale.

Comment se passent les évacuations de squats ?

Miren - C'est la Coordination Toxicomanie qui gère les évacuations : les pouvoirs publics les interpellent avant d'agir pour que tout se passe le mieux possible, ils vont sur le squat pour prévenir, organiser des réunions d'information. Tous les résidents qui veulent entrer sur le dispositif hôtel peuvent s'inscrire.

La plupart de ceux qui ont été évacués sont pris en charge ?

Miren - Oui. À ma connaissance, ils sont 5 ou 6 à être dans des centres d'hébergement d'urgence hivernaux, beaucoup en hôtel.

L'hôtel ne semble pourtant pas très adapté comme prise en charge ?

Miren - En effet, pour un usager à la rue depuis des années, gérer à la fois la peur de dormir seul et de perdre la gestion du squat, c'est assez redoutable. Certains arrivent à se reposer, mais quand ils sont dans des phases de surconsommation comme c'est le cas avec le crack, ils ont tendance à quitter l'hôtel pour rester sur leur lieu de consommation.

.....

L'AVENTURE TOULOUSAINE

ENTRETIEN AVEC ÉLÉONORE BANDERLY, TRAVAILLEUSE SOCIALE

En réaction au manque chronique de places d'hébergement d'urgence, des travailleurs sociaux toulousains se sont alliés à un réseau de squatteurs pour réquisitionner des bâtiments vides, dans lesquels se logent familles et personnes isolées.

Pouvez-vous revenir sur l'histoire de cette mobilisation des squats à Toulouse ?

Le GPS (Groupement Pour la défense du travail Social) s'est formé en 2008 suite à des réductions budgétaires, pour rapporter la parole des usagers par les salariés, car la FNARS portait la parole des directions. En 2010, deux centres d'hébergement d'urgence qui accueillaient chacun 17 personnes en situation de grande précarité ont fermé. L'État demandait de brutalement réduire les coûts de fonctionnement. Pour des foyers qui proposaient repas, kits d'hygiène, une telle réduction n'était pas envisageable. C'est la Croix Rouge qui a repris la gestion, mais dans un seul nouveau centre, excentré, avec beaucoup de bénévoles. Pour les personnes en situation de grande précarité, ce nouveau centre était inaccessible, et elles sont restées à la rue. Certaines ont été orientées sur des structures hivernales, d'autres sur la halte de nuit qui normalement n'était pas prévue pour l'hébergement, mais où ont été installés des lits de camp. A la fin du plan Grand Froid, toutes ces personnes ont été remises à la rue. Il y avait déjà eu de nom-

breuses manifestations de travailleurs sociaux, sans résultat. Ils ont alors décidé de passer à la réquisition.

Qui étaient ces travailleurs sociaux ?

Différents acteurs de la veille sociale, qui à Toulouse est constituée de trois grands acteurs : le 115, l'EMS (Equipe Mobile Sociale) qui organise les maraudes, et le PAIO qui s'occupe de l'accueil physique des personnes. Il y avait également des usagers. Le 31 mars 2011 a eu lieu une grosse manifestation. Nous avons occupé la cathédrale Saint-Etienne pendant 9 heures, une occupation très médiatisée, qui nous a permis de rencontrer beaucoup de monde, notamment le réseau Intersquat qui a rejoint nos AG. Après l'expulsion de la cathédrale, nous avons pris la décision de poursuivre la réquisition, mais cette fois avec de vrais outils et une connaissance technique. Intersquat nous a aidés à ouvrir un bâtiment rue Goudouli. Le lieu

lectif de Réquisition, d'Entraide et d'Autogestion) a créé un centre social autogéré pour les familles. Rapidement, le CREA a été complet et ils ont lancé une campagne « zéro enfant à la rue », qui a abouti à la réquisition de nombreux bâtiments. Parallèlement, le squat de la rue Goudouli a été assigné en justice.

À qui appartenait le bâtiment ?

Au Ministère des solidarités et de la cohésion sociale ! Dans le contexte des élections, le maire PS de Toulouse nous a beaucoup aidés, il avait une carte à jouer. Chose rare, nous avons gagné le procès devant le tribunal administratif. Mais si le GPS a réussi à légaliser son occupation le temps de trouver un autre lieu, la préfecture a refusé de négocier avec le CREA, qui a été expulsé de la rue Goudouli en août 2012, l'hébergement des familles se poursuivant dans les autres bâtiments réquisitionnés.

prenaient des décisions importantes dans des conseils de maison. Au moment de la légalisation, des postes ont été mis en place. Rapidement, le projet de foyer a été gagné par le besoin de normalisation. Aujourd'hui, il n'y a plus vraiment de militants à Goudouli. Ils cherchent d'ailleurs à recruter des bénévoles : passer du militantisme au bénévolat, c'est une évolution qui en dit long.

Qui orientait les personnes sur les bâtiments du GPS et de la CREA ?

Les acteurs de la veille sociale orientaient officieusement les personnes. Rapidement, tous les travailleurs sociaux ont eu connaissance des squats, et comme tous les centres étaient engorgés, les acteurs sociaux se sont servis du dispositif.

Il y a eu beaucoup de turn-over au niveau des personnes accueillies ?

A Goudouli non. L'accueil n'a pas de durée définie, et il n'y a aucune condition d'insertion. De nombreuses personnes accueillies au début y sont encore. Il y a 20 places.

Et parmi les familles, la vie dans les différents squats de la CREA a duré longtemps ?

Pour beaucoup, l'orientation dans les squats a permis de rompre l'isolement, et il leur était difficile d'en repartir. Elles sont restées un temps assez long pour pouvoir rebondir sur des CADA ou dans des logements individuels. Aujourd'hui, certaines familles continuent de revenir aux réunions régulièrement. La vie en squat a permis de créer une dynamique.

Les acteurs de la veille sociale orientaient officieusement les personnes.

était suffisamment grand pour accueillir personnes isolées en situation de grande précarité et familles, car les places en hôtel avaient connu des baisses importantes elles aussi. Au moment où le squat s'est ouvert, l'AG a néanmoins décidé qu'il était trop difficile d'accueillir simultanément les deux populations. Deux projets distincts se sont donc montés.

Comment vous êtes-vous organisés ?

Le GPS a pris en charge un centre d'accueil pour les personnes isolées en grande précarité, et dans une autre partie du bâtiment le CREA (Col-

Pourquoi ce clivage ?

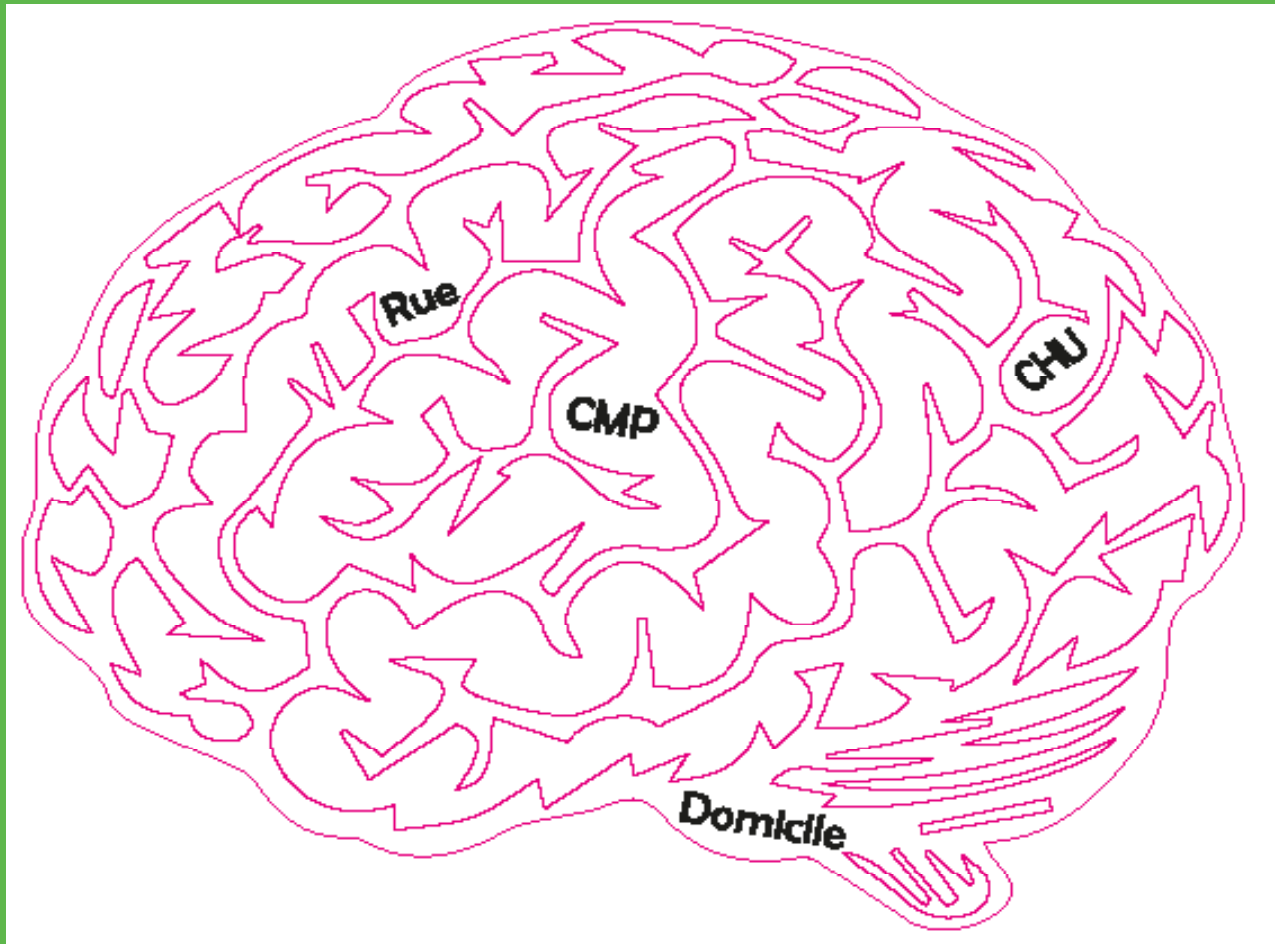
Il y avait vraiment deux projets différents, portés par deux collectifs distincts, même si nous étions très unis par la proximité physique et les échanges. Grâce à son alliance avec les squatteurs, le GPS a réussi à faire entendre ses revendications, tandis que le CREA n'avait pas vraiment de volonté d'être légalisé.

En quoi consistait le projet de foyer pour personnes isolées du GPS ?

Le projet était celui d'un lieu ouvert H24, où l'alcool était autorisé, où les personnes hébergées

.....

L'atelier



PROCHAINE RENCONTRE DE L'ATELIER

PSYCHIATRIE ET PRÉCARITÉ

Plus d'informations sur www.samusocial.paris
Inscriptions : communication@samusocial-75.fr